

**Séance ordinaire du
lundi 12 avril 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

**Modulation des redevances des conventions d'occupation du domaine public de la
Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à
l'épidémie de Covid-19 - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Au regard de la poursuite de la crise sanitaire et de la mise en place d'un second confinement au quatrième trimestre 2020, la Ville de Montpellier a souhaité poursuivre son soutien auprès du tissu économique du territoire et plus particulièrement des titulaires des conventions d'occupation du domaine public impactés par la fermeture administrative de leur établissement.

Les fleuristes et manèges qui ont dû fermer au mois de novembre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation pour un mois. Sont concernés :

- le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- le manège d'enfants situé au parc Tastavin, place Cardinal Verdier ;
- le manège de chevaux de bois situé place de la Comédie.

Les kiosques alimentaires qui ont dû fermer à compter du mois de novembre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation pour deux mois au 4^{ème} trimestre 2020. Cette exonération sera reconduite tant que leur fermeture est en vigueur. Sont concernés :

- le kiosque alimentaire situé place Dionysos ;
- le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
- le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
- le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
- le kiosque fleuriste n°5 (alimentaire) situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle.

Les bars-restaurants qui ont dû fermer à compter du mois d'octobre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation du 4^{ème} trimestre 2020. Cette exonération sera reconduite tant que leur fermeture est en vigueur. Sont concernés :

- le bar-restaurant du complexe sportif Léon Cazal situé 237 route de Vauguières ;
- le bar-restaurant du théâtre Jean Vilar situé 155, rue de Bologne. ;
- le restaurant La Diligence situé 2 place Pétrarque (déjà exonéré de la redevance du mois de novembre 2020 par délibération du 30 novembre 2020).

Certaines conventions d'occupation dont le montant de la redevance est indexé sur le chiffre d'affaires ont été impactées par leur fermeture administrative alors même qu'elles avaient récemment réalisé des investissements importants dans leur activité.

Il est proposé, à titre de soutien économique, de baisser exceptionnellement le pourcentage du chiffre d'affaires exigible pour l'année 2020 et 2021 :

- la redevance du Petit Train Touristique Electrique est fixée à 5 % au lieu de 8% du chiffre d'affaires hors taxe, assujettie au taux de TVA en vigueur, pour les années 2020 et 2021 ;
- la redevance du restaurant-bar-buvette du Parc zoologique de Lunaret est fixée à 5 % au lieu de 7 % du chiffre d'affaires hors taxe, assujettie au taux de TVA en vigueur, pour les années 2020 et 2021.

En définitive, il est proposé d'exonérer l'ensemble de ces activités pour un montant total estimé à 90 000 €, sur les périodes de fermetures administratives imposées par décrets ministériels et préfectoraux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les exonérations susmentionnées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157007-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.